

Liban: petits mariages entre amis

Les mariages entre Libanais et Palestiniens dans un pays ravagé par la guerre bousculent les théories des sciences politiques. Explication avec Daniel Meier, de l'Institut universitaire d'études du développement

Lorsqu'on évoque le Liban, c'est le plus souvent pour parler guerre, assassinat ou attentat. Tout autre est la réalité qu'éclaire la thèse de doctorat récemment soutenue par Daniel Meier*, assistant au sein de l'Institut universitaire des études du développement et rédacteur en chef de la revue *a contrario*. Son travail porte en effet sur un phénomène ignoré tant par la science politique traditionnelle que par les médias, celui des

prendre comment se définit chacune des parties en présence.»

Si l'on s'en tient au discours officiel, les unions entre citoyens libanais et ressortissants palestiniens n'existent tout simplement pas. Elles ne sont recensées par aucune statistique officielle et, jusqu'à une période très récente, tout était fait pour qu'elles restent isolées. Dès le milieu des années 1980, sous la pression syrienne, un certain nombre de lois restrictives à l'encontre des Palestiniens sont ainsi mises en place par les autorités libanaises. Ces mesures touchent l'accès au marché du travail, la construction dans les camps, la propriété immobilière, la circulation des personnes ou la scolarisation. «Dans ce

système, les Palestiniens du Liban n'ont ni droits civiques ni droits civils, résume Daniel Meier. *Durant les années de guerre civile, ils servent d'abord et surtout de bouc émissaire.*»

Qui se ressemble...

La réalité du quotidien est cependant plus tenace que ne le voudraient parfois les politiques. Et ce discours de marginalisation forcée semble ne trouver que peu d'écho dans la population. De fait, ce qui marque réellement la différence entre telle ou telle communauté, c'est davantage le statut social que la question de la nationalité. «La législation libanaise accorde la possibilité de donner la nationalité à sa descendance au père uniquement, précise le chercheur. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, il n'y a pas plus de femmes palestiniennes qui épousent des Libanais que de femmes libanaises qui épousent des Palestiniens.»

Ce qui marque la différence entre telle ou telle communauté, c'est davantage le statut social que la nationalité

mariages entre Palestiniens et Libanais. Des unions dont le nombre va croissant – 300 à 400 nouveaux mariages chaque année – et qui démontrent que les barrières entre les différentes communautés du pays sont plus poreuses qu'il n'y paraît de prime abord.

«Le mariage est un angle mort dans l'analyse post-conflit ordinaire, explique Daniel Meier. On n'y accorde en général aucune importance. C'est pourtant un acte qui génère des relations d'interdépendance très fortes et, par conséquent, une évolution des comportements. Et ce point d'observation tout à fait neuf permet de mieux com-

Puzzle à la libanaise

Le dernier recensement officiel remontant à 1932, sous le mandat français, il est relativement difficile de se faire une image exacte de la population libanaise. Cependant, les estimations les plus fréquentes avancent le chiffre de 3,6 millions d'individus. Parmi ceux-ci, les chrétiens, en majorité maronites, représenteraient entre 35 et 40%, tandis que la proportion de musulmans oscille généralement entre 60 et 65% de la population totale. Sunnites et chiites sont quasiment aussi nombreux, alors que les druzes sont nettement minoritaires. Sunnites à plus de 90%, les Palestiniens du Liban

ne sont pas comptabilisés dans les statistiques démographiques. Au 31 mars 2005, selon l'ONU, ils étaient 400 582, soit 10% de la population totale du pays, dont 210 952 dans les camps. Une partie de ces Palestiniens ont quitté le Liban, mais aucune étude fiable ne permet de mesurer cette émigration.

Globalement, les quelque 120 entretiens que Daniel Meier a menés aux quatre coins du pays entre 2001 et 2006 font émerger trois grands types de couples. Issu des couches modestes de la population, le premier forme le contingent le plus important sur le plan quantitatif. Il regroupe des gens qui vivent généralement dans les mêmes quartiers, en périphérie des camps, et qui connaissent des difficultés économiques comparables. Les rencontres se font le plus souvent sur ou à proximité du lieu de vie.

À l'autre bout de l'échelle sociale, la dynamique n'est pas fondamentalement différente. Nettement moins

religion tiennent une place essentielle, les unions libano-palestiniennes au sein des classes moyennes se caractérisent par une profonde rupture avec la communauté d'origine. Ces époux, qui se sont généralement rencontrés sur les bancs de l'université ou au travail, sont en effet très fréquemment en conflit avec leurs familles. Souvent venus des campagnes, mais habitant en ville, ils bénéficient d'un capital culturel élevé et font primer leurs choix individuels sur les contraintes communautaires ou familiales. «Ce groupe représente selon moi un élément de changement social fondamental depuis le retour à une paix relative», explique Daniel Meier. Ces gens sont en

mune. Réfugiés en masse au Liban depuis la terrible répression opérée par le pouvoir jordanien lors du sinistre «Septembre noir» de 1970, les Palestiniens ont fait du Pays du cèdre leur refuge privilégié. Cette cohabitation, déjà vieille de plusieurs décennies, se double par ailleurs d'une grande proximité culturelle et culturelle, du moins avec la frange sunnite de la population libanaise. «Pour certains Palestiniens, qui sont installés au Liban depuis près de cinquante ans, le Liban représente souvent davantage la mère patrie que cette terre palestinienne parfois totalement inconnue», explique Daniel Meier.

Autre facteur clé: le poids de la tutelle syrienne. Selon le chercheur, le gouvernement de Damas n'a jamais cessé d'utiliser les Palestiniens pour infléchir le rapport de force avec Israël ou les Etats-Unis depuis la signature des accords de Taëf, en octobre 1989. Un processus auquel les élites libanaises ont longtemps collaboré persuadées qu'elles y trouveraient le moyen de redorer leur blason politique. Depuis 2005, on assiste cependant à une vaste redistribution des cartes. «Toutes les composantes de la société libanaise sont devenues beaucoup plus conciliantes avec les Palestiniens», complète Daniel Meier. Le gouvernement actuel a repris langue avec leurs instances représentatives pour trouver une série d'aménagements destinés à améliorer leurs conditions de vie. Il devient de plus en plus clair que le Liban est entré dans une



Beyrouth, Sodeco Square, ancienne ligne de démarcation durant la guerre civile. Malgré des années de guerre civile et une paix encore fragile il y aurait de 300 à 400 mariages entre Palestiniens et Libanais chaque année.

nombreux, les mariages «mixtes» au sein de la bourgeoisie sont également fondés sur le statut social, même si, dans ce cas, on se rencontre plutôt dans les salons, en vacances ou durant ses loisirs.

Contrairement à ce qui se passe au sein des deux catégories précédentes, où le respect des traditions et le rapport à la

train de faire exploser les marges traditionnelles de la société libanaise. Et leurs enfants, de par leur existence même, ratifient la possibilité d'une paix durable.»

Pour expliquer la dichotomie qui existe entre une politique de marginalisation et un processus social qui prend le chemin inverse, Daniel Meier évoque en premier lieu une longue histoire com-

période de transition. Et que celle-ci conduira soit à l'implosion, soit à une redéfinition du pacte national.» ■

Vincent Monnet

*«Formes et frontières identitaires dans le Liban de l'après-guerre civile (1989-2005). Etude à partir des unions matrimoniales entre Libanais et Palestiniens», par Daniel Meier, thèse de doctorat en études du développement soutenue le 27 novembre 2006.